


# Le Danemark d'accord avec le Kosovo pour l'envoi de 300 prisonniers

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article 

00:00/01:41 

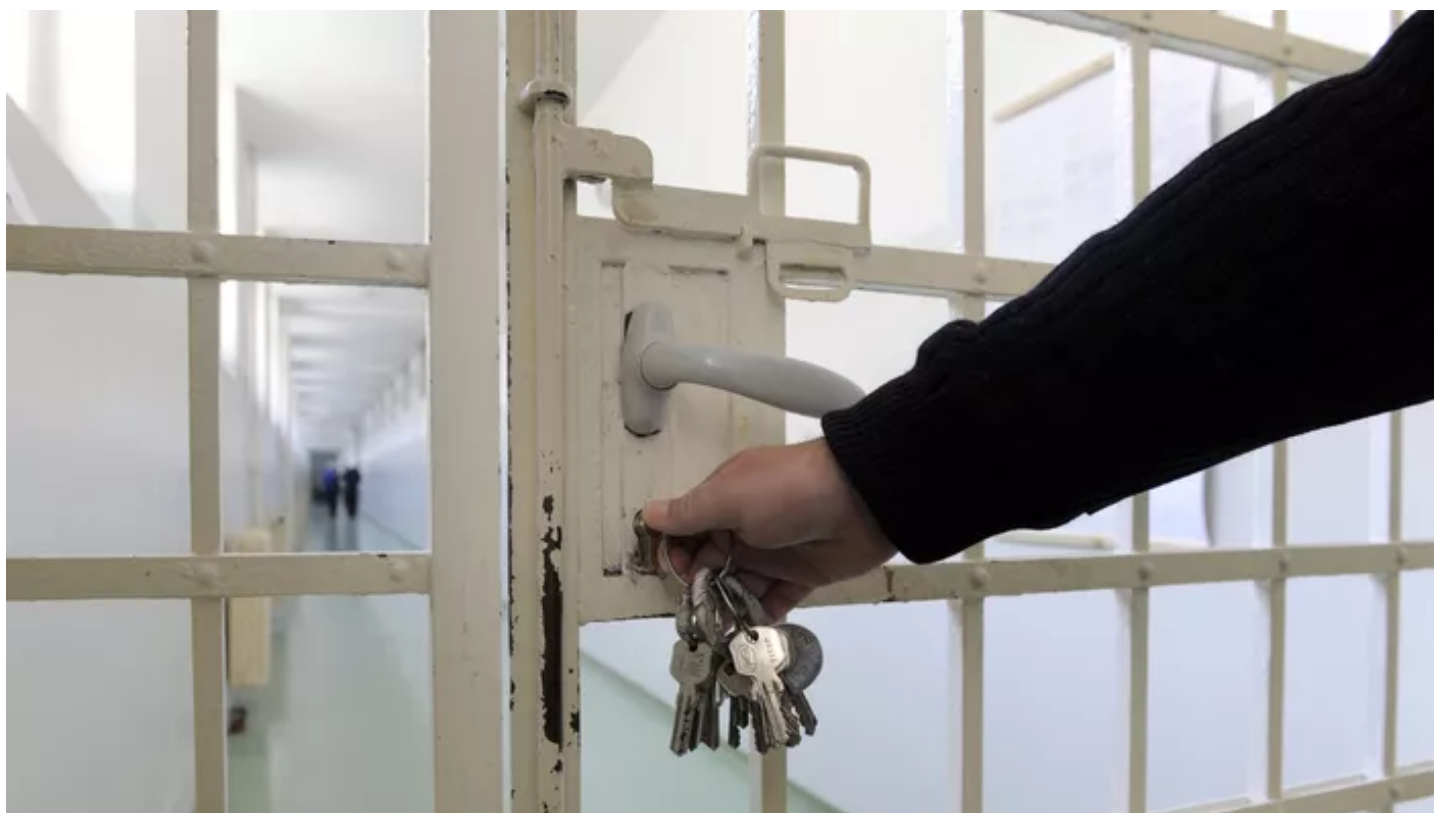


Photo d'illustration. [bibiphoto / stock.adobe.com](#)

Le Danemark a indiqué mercredi 27 avril avoir signé un accord avec le Kosovo pour y envoyer 300 détenus moyennant 15 millions d'euros annuels, une transaction dont les prémices avaient été annoncées en décembre.

«*Nous avons maintenant signé un accord novateur qui garantira une meilleure capacité dans nos prisons surpeuplées et soulagera la pression sur nos agents pénitentiaires*», a indiqué dans un communiqué le ministre danois de la Justice, Nick Haekkerup. Les premiers détenus, des étrangers condamnés à l'expulsion après avoir purgé leur peine, devraient être incarcérés à partir de début 2023 à la prison de Gjilan, à 50 km de Pristina.

## «**Votre avenir n'est pas au Danemark**»

«*Avec cet accord, le Danemark envoie également un signal clair aux étrangers originaires de pays tiers qui ont été condamnés à l'expulsion : votre avenir n'est pas au Danemark, et vous ne devez donc pas y purger votre peine*», a souligné Nick Haekkerup. En 2020, quelque 350 détenus devaient être expulsés à l'issue de leur peine dans les prisons danoises.

Depuis 2015, la population carcérale a bondi de 19% au Danemark pour atteindre plus de 4000 personnes début 2021, ce qui représente un taux d'occupation dépassant les 100%, selon les statistiques nationales. Pendant la même période, le nombre de surveillants a lui diminué de 18% dans le royaume scandinave de 5,8 millions

d'habitants, connu pour ses prisons ouvertes réservées aux détenus qui purgent des peines de moins de cinq ans. Ce n'est pas la première fois que le Danemark entend sous-traiter en dehors des frontières de l'UE la gestion des étrangers. En juin, il a ainsi adopté une loi permettant de délocaliser les centres pour demandeurs d'asile.